



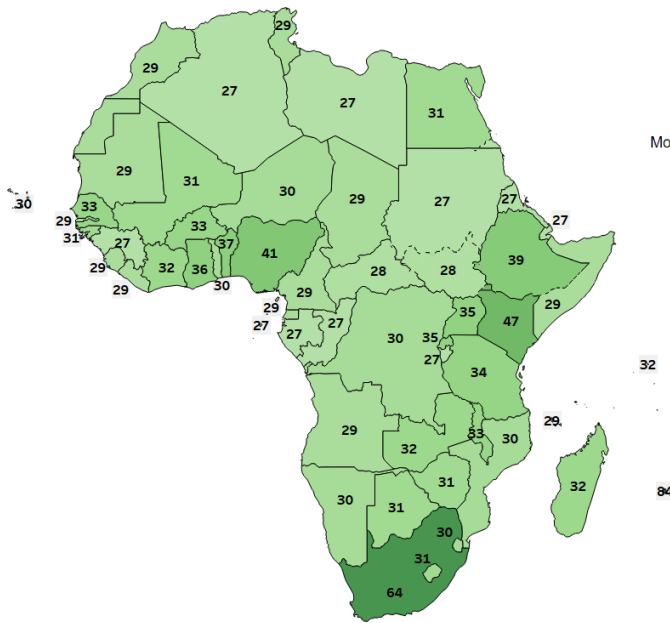
Observations sur la réaction et les perspectives des entreprises africaines face au COVID-19

Cette étude est la première enquête complète sur la pandémie du coronavirus (COVID-19) et ses incidences économiques à travers l'Afrique. Il fait le bilan de l'impact du COVID-19 sur les entreprises et le commerce, et identifie les défis rencontrés et les réponses apportées par les entreprises. L'enquête a été élaborée et réalisée conjointement par le Centre Africain pour les Politiques Commerciales (CAPC) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et International Economics Consulting Ltd.

L'enquête a été menée en ligne pendant une semaine, du 14 au 20 avril 2020. Les résultats sont basés sur 337 réponses et 210 questionnaires entièrement remplis, chaque répondant représentant une entreprise qui opère dans 1 et / ou l'ensemble des 54 pays africains, et ventilé comme suit : 76 microentreprises, 59 petites entreprises, 42 moyennes entreprises et 33 grandes entreprises.

Tableau 1: Le champ d'étude

Pays





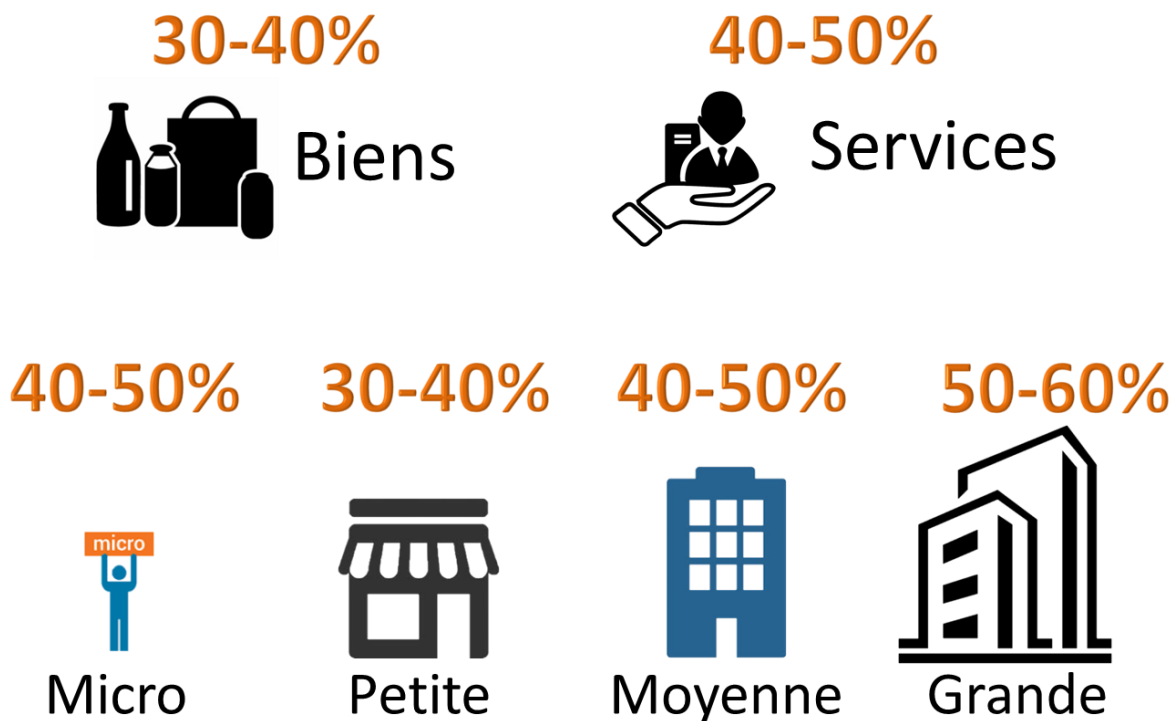
Les entreprises africaines sont gravement touchées par la crise du COVID-19

Quatre personnes interrogées sur cinq ont indiqué être fortement affectées par la crise actuelle du COVID-19 (jugant l'effet très sévère ou sévère). La proportion est relativement uniforme selon la taille et le type d'entreprise.

L'un des effets immédiats des restrictions prises par les gouvernements en Afrique et au-delà pour limiter la propagation du virus, ainsi que des implications économiques futures (par exemple, une demande réduite), est que les entreprises africaines fonctionnent avec beaucoup moins d'employés qu'en temps normal.

Le taux d'utilisation des capacités varie de 30 à 40% (pour les petites entreprises) à 50 à 60% (pour les grandes entreprises). Elle a également tendance à varier en fonction du secteur dans lequel l'entreprise opère, la moyenne des répondants indiquant des taux d'utilisation des capacités d'environ 30 à 40% pour les biens et de 40 à 50% pour les services. Au sein de ces grands secteurs, il existe des différences assez importantes. En général, les activités de fabrication, les services de voyage / d'accueil et de transport semblent fonctionner à leurs capacités les plus faibles.

Tableau 2: L'utilisation actuelle des capacités

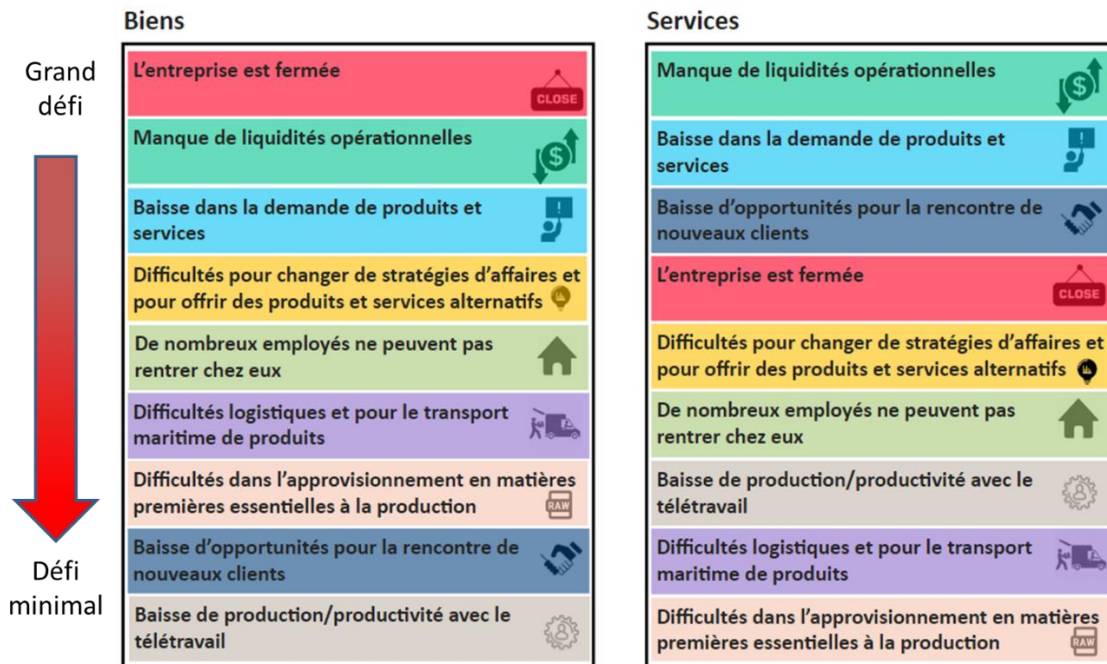




Fermeture de l'entreprise, le manque de liquidités opérationnelles, la baisse de la demande et baisse d'opportunités pour rencontrer de nouveaux clients sont les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises africaines

Les entreprises prestataires de services ont perçu le «manque de liquidités opérationnelles» comme le plus grand défi, tandis que celles qui s'occupent principalement de biens ont identifié «l'entreprise est fermée» comme le problème le plus urgent et immédiatement suivi par le «manque de liquidités opérationnelles». La «baisse de la demande» obtient un score élevé pour les deux types d'entreprises. Cependant, une différence notable concerne la «baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients», qui est perçue comme un défi essentiellement majeur pour les entreprises impliquées dans les services. En revanche, «la logistique et le transport maritime de produits», ainsi que les «difficultés dans l'approvisionnement en matières premières essentielles à la production», sont perçues comme des défis plus importants pour les entreprises engagées dans la fabrication.

Tableau 3: Principaux défis rencontrés (en ordre décroissant) par les entreprises par secteur d'activité principal















Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont principalement préoccupées par les perspectives de trésorerie, tandis que les grandes entreprises sont confrontées à la nécessité d'adapter leur modèle économique à la crise

La ventilation des principaux défis par taille d'entreprise montre clairement que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) interrogées considéraient les problèmes opérationnels comme les plus menacés par la crise COVID-19 ; le «manque de liquidités opérationnelles» est cité comme étant le défi numéro un pour les micro et petites entreprises, tandis que pour les moyennes entreprises, c'est



«l'entreprise est fermée». Dans le cas des grandes entreprises, une «baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients», ainsi que des «difficultés pour changer de stratégies d'affaires et pour offrir des produits et services alternatifs» sont les principales préoccupations. En d'autres termes, alors que les MPME semblent être principalement soucieuses de survivre à la crise du COVID-19, les grandes entreprises semblent plus préoccupées par l'adaptation à un nouvel environnement commercial.

Tableau 4: Les 3 principaux défis rencontrés par entreprise, par taille.

	Micro	Petite	Moyenne	Grande
1	 Manque de liquidités opérationnelles	 Manque de liquidités opérationnelles	 L'entreprise est fermée	 Baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients
2	 L'entreprise est fermée	 Baisse dans la demande de produits et services	 Baisse dans la demande de produits et services	 Difficultés pour changer de stratégies d'affaires et pour offrir des produits et services alternatifs
3	 Baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients	 Baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients	 Baisse d'opportunités pour la rencontre de nouveaux clients	 Baisse dans la demande de produits et services

L'accès aux approvisionnements affectent les entreprises différemment en fonction de leur taille

Il convient de noter que bien que «les difficultés d'approvisionnement en matières premières essentielles à la production» n'aient pas été considérées comme un défi majeur dans l'enquête, elles restent importantes, en particulier pour les entreprises engagées dans la fabrication. En fait, interrogés sur toute pénurie de fournisseurs dans le contexte COVID-19, 51% des entreprises opérant principalement dans le secteur des marchandises rencontraient des difficultés par rapport aux fournisseurs nationaux et 49% par rapport aux fournisseurs internationaux; contre seulement 26% et 22% des entreprises traitant des services en ce qui concerne les fournisseurs nationaux et internationaux, respectivement. L'enquête révèle que les grandes entreprises sont plus intégrées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et plus dépendantes de l'accès aux approvisionnements des marchés tiers.

Le recours à des fournisseurs internationaux plutôt qu'à des fournisseurs régionaux peut nuire aux entreprises en Afrique

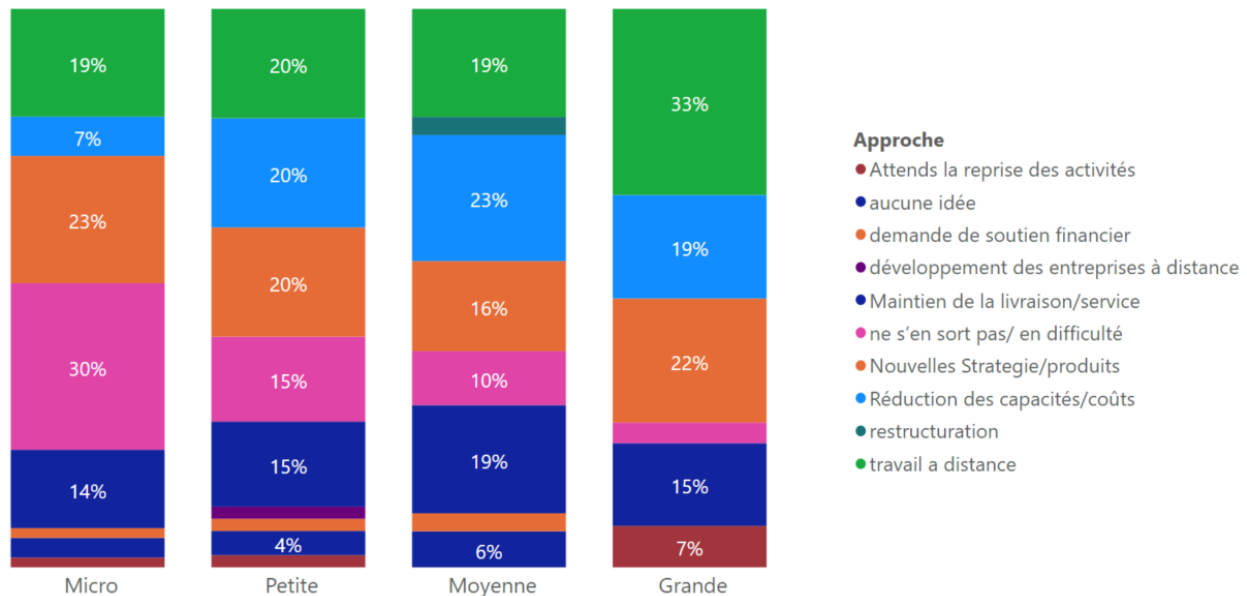
Pour les entreprises interrogées qui dépendent de fournisseurs internationaux pour les matières premières essentielles à la production, il apparaît que les micro et petites entreprises n'exploitent pas vraiment le marché africain pour s'approvisionner. Par conséquent, la création en cours de la Zone franche continentale africaine (ZLECA) offre une opportunité évidente de développer des chaînes de valeur et des chaînes d'approvisionnement régionales essentielles afin que les entreprises, en particulier les MPME, puissent mieux profiter du marché africain pour s'approvisionner.



Les travailleurs sont également inévitablement et directement touchés par la crise

Alors que les entreprises africaines ferment et que l'utilisation des capacités diminue avec la crise, les employés sont directement exposés et souffrent. Si les entreprises semblent considérer que «de nombreux travailleurs ne peuvent pas retourner au travail» uniquement comme un défi intermédiaire, cela est probablement lié au fait que de nombreux travailleurs peuvent toujours effectuer des tâches à distance. En effet, lorsqu'on lui a demandé «Comment votre entreprise fait-elle face aux défis actuels?», La première réponse (pour environ 20% des répondants) est de «travailler à distance». La proportion est relativement plus élevée pour les entreprises traitant des biens (27% des répondants) que pour celles travaillant dans les services (17%) et aussi pour les grandes entreprises (33%) par rapport aux plus petites (environ 20%); les microentreprises semblent avoir le plus de mal à faire face à la crise, comme le révèle l'enquête. Globalement, cependant, les entreprises africaines ne semblent pas, à ce stade, très préoccupées par la «baisse de la production / productivité des travailleurs par rapport au travail à domicile» qui se situe au bas des défis perçus auxquels sont confrontées les entreprises face au COVID-19.

Tableau 5. Comment votre entreprise fait-elle face aux défis actuels?



Pourtant, un nombre important de travailleurs ont été ou risquent d'être licenciés. D'après les entreprises interrogées, ils s'attendent à devoir licencier en moyenne 20 à 30% de leurs effectifs au cours des 3 prochains mois. Les commentaires reçus de l'enquête montrent en outre que les employés des MPME semblent plus à risque que les employés des grandes entreprises.

La réactivité des intermédiaires financiers à travers l'Afrique aux besoins des entreprises a été variable

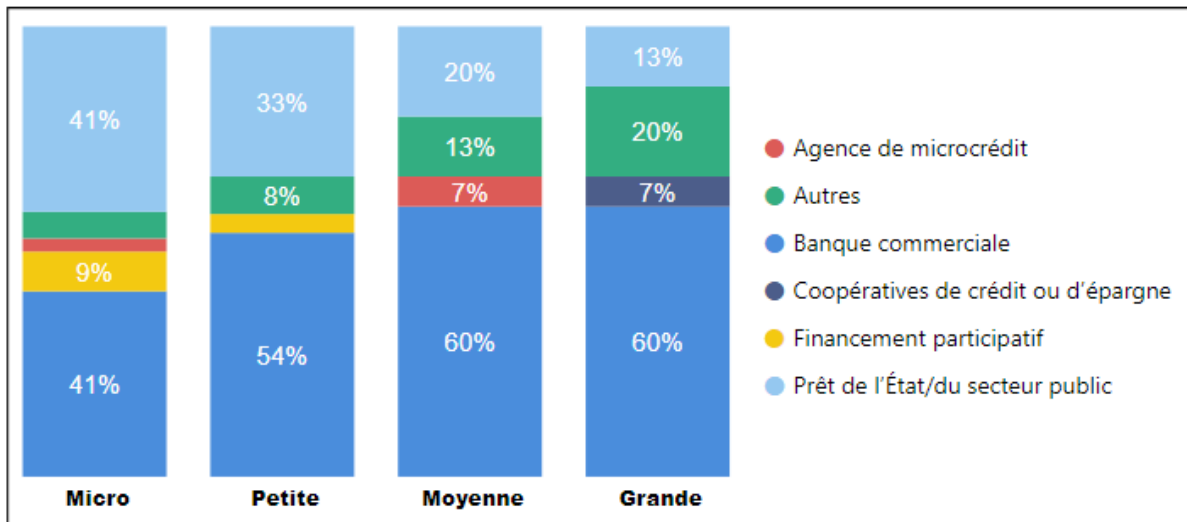
Il n'est pas surprenant, considérant qu'un «manque de trésorerie opérationnelle» a été identifié comme l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises africaines, en particulier les plus petites,



que 42% des répondants ont indiqué avoir approché les institutions financières pour des facilités de crédit, des prêts ou d'autres soutiens financiers. Ce ratio est plutôt homogène selon la taille de l'entreprise et le type d'entreprise. Néanmoins, le type d'institution financière approchée et l'objet du soutien demandé variaient évidemment en fonction de la taille de l'entreprise.

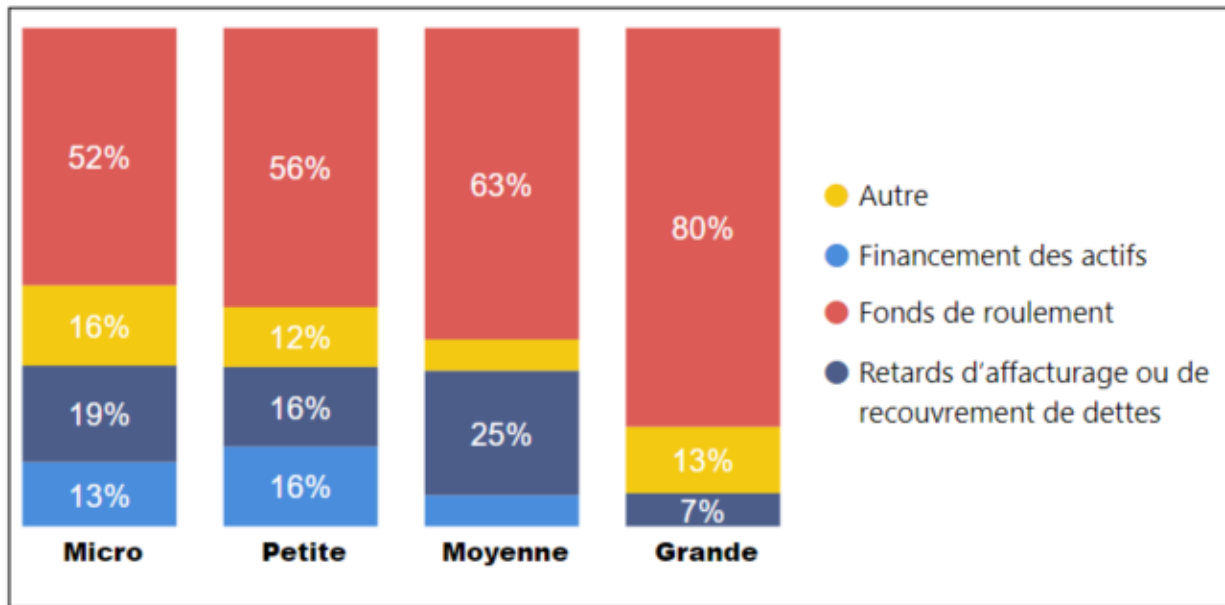
Les banques commerciales étaient généralement la principale institution financière contactée, ce qui est de plus en plus vrai à mesure que la taille de l'entreprise augmente. En revanche, les prêts d'État / publics étaient généralement privilégiés par les petites entreprises; le financement participatif semble également être considéré comme une source de financement non négligeable pour les micro et petites entreprises.

Tableau 6: Type d'institution financière approché selon la taille de l'entreprise.



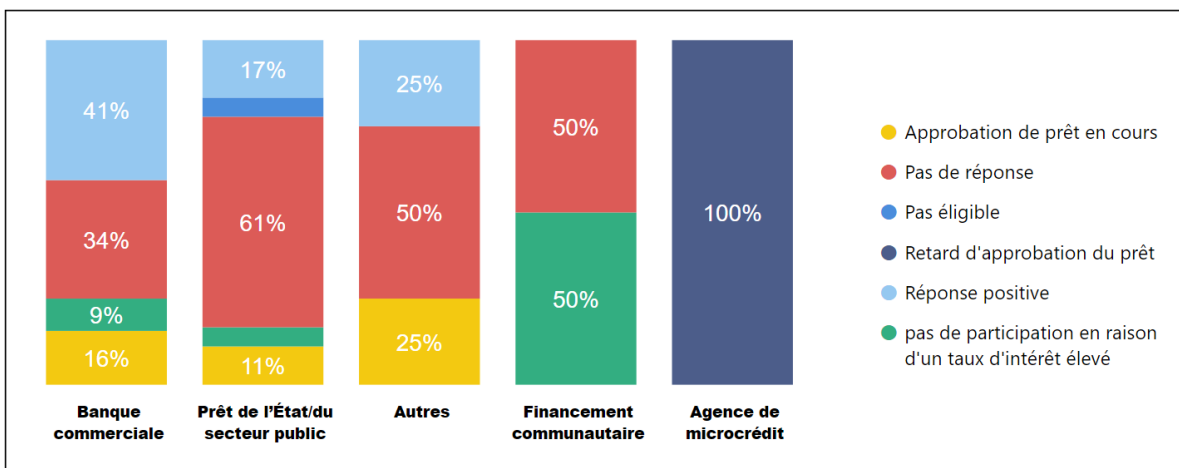
Le «fonds de roulement» représentait la plus grande part du soutien financier demandé par les répondants; et sa part augmente avec la taille des entreprises. Les «retards d'affacturage ou de recouvrement de dettes» et le «financement des actifs» représentaient également une part importante du soutien financier demandé par les MPME mais étaient plutôt insignifiants dans le cas des grandes entreprises.

Tableau 7: Objet du soutien financier demandé selon la taille de l'entreprise.



Cependant, les réponses des institutions financières contactées par les entreprises africaines interrogées pour obtenir un soutien financier se sont révélées extrêmement inégales. La majorité des entreprises n'ont reçu aucune réponse positive à leurs demandes de soutien financier des institutions financières, à l'exception des banques commerciales. Seules 41%, 17% et 25% des entreprises qui ont approché des banques commerciales, des banques d'État / du secteur public et d'autres institutions (à l'exclusion des agences de financement participatif et de microcrédit), respectivement, ont obtenu des réponses positives. Les agences de microcrédit ont retardé toutes les approbations de prêts, tandis que dans 50% des cas, les entreprises qui ont contacté le financement participatif se sont vu proposer des taux d'intérêt élevés.

Figure 8: Réponses aux demandes de prêt.

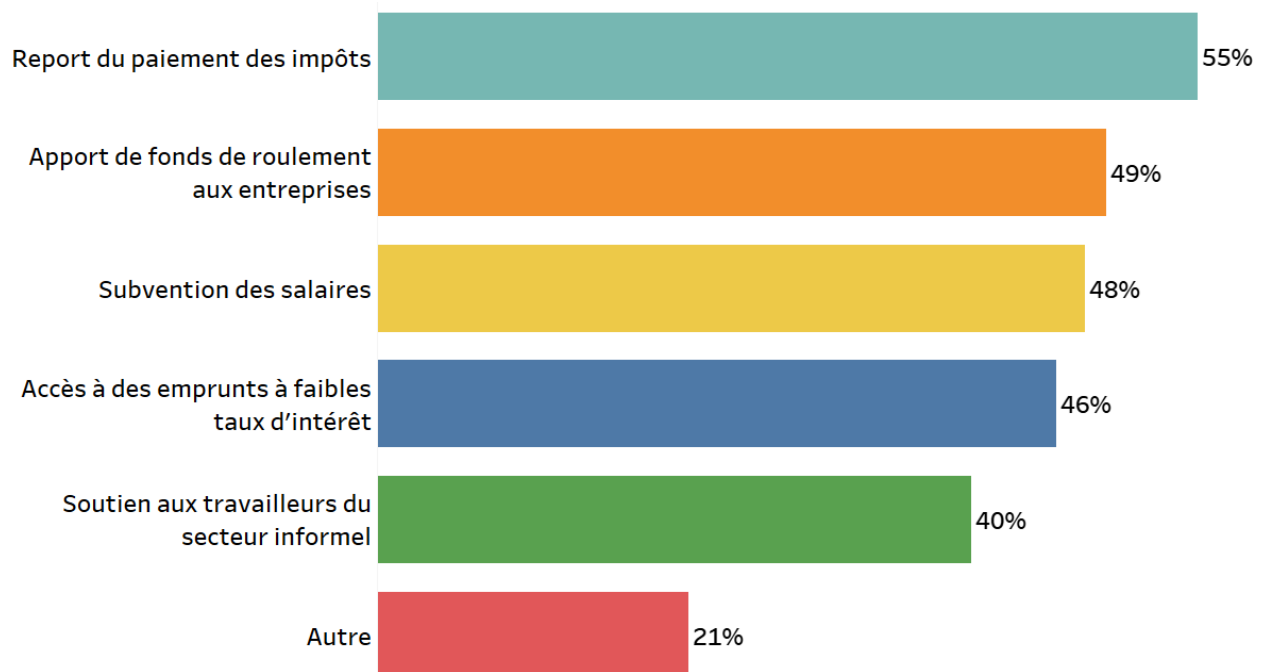




Jusqu'à présent, les entreprises africaines ont été largement déçues par les réponses de leurs gouvernements à la crise, et la majorité souhaite que les gouvernements reportent les paiements d'impôts et fournissent des capitaux aux entreprises.

Un peu plus de la moitié (55%) des répondants estiment que les réponses du gouvernement à la crise du COVID-19 n'ont pas été satisfaisantes. Interrogé sur les interventions gouvernementales spécifiques qu'ils aimeraient voir pour leurs entreprises, le «report du paiement des impôts» a été le plus cité (par 55% des répondants), suivi de près par «apport de fonds de roulement aux entreprises» (49%), «subvention des salaires» (48%), «accès à des emprunts à faibles taux d'intérêt» (46%) et «soutien aux travailleurs du secteur informel» (40%).

Tableau 9: Quelles interventions du gouvernement voudriez-vous pour votre entreprise ?



Note : Pourcentage du total des répondants

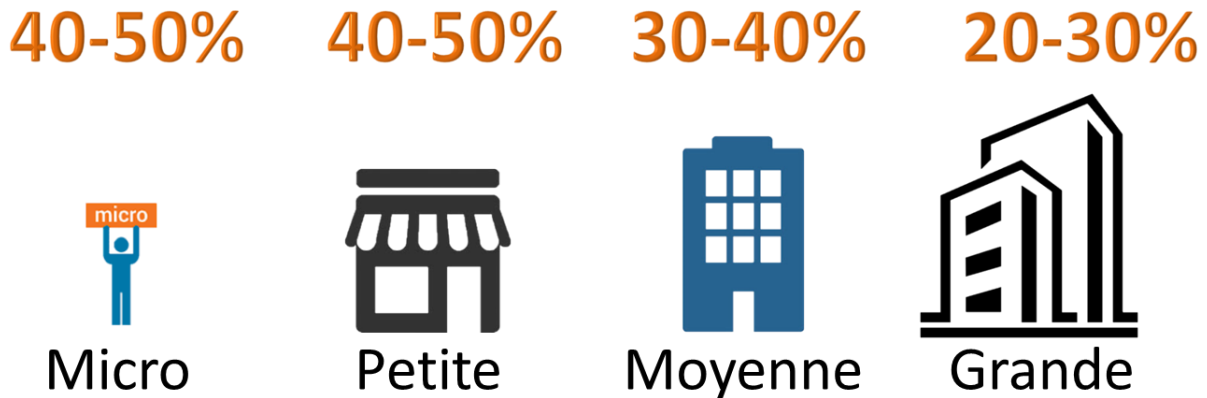
Les entreprises africaines anticipent une lente reprise de l'impact de la crise et une chute en moyenne de 30 à 40% de leurs revenus, les petites entreprises s'attendant à être encore plus affectées

Au cours des 3 prochains mois, 68% des répondants pensent que leurs entreprises vont se contracter, tandis que sur une période de 6 mois, 56% pensent que leurs propres activités vont se contracter. En ce qui concerne l'économie où ils ont leur siège social, les perspectives sont un peu plus pessimistes avec 69% des répondants s'attendant à une contraction de l'économie sur 3 mois et 64% sur 6 mois. Les perspectives semblent un peu plus prometteuses sur une période de 12 mois, avec 30% des entreprises interrogées anticipant une contraction de leur activité sur cette période, alors que 41% estiment que l'économie dans son ensemble va se contracter.



Cela se traduit évidemment par des réductions attendues des revenus des entreprises en 2020 à environ 30 à 40% en moyenne pour les entreprises interrogées. Cependant, plus l'entreprise est petite, plus la perte de revenus attendue est importante, les micro et petites entreprises prévoyant une baisse de leurs revenus en 2020 de 40 à 50%.

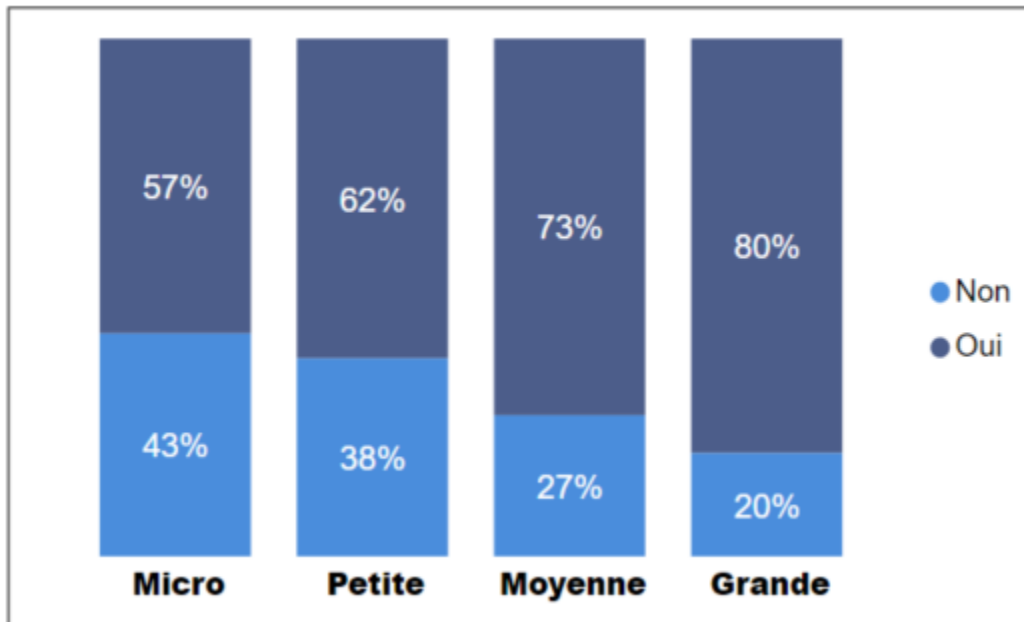
Tableau 10: Niveaux de réduction du chiffre d'affaires prévu en 2020 selon la taille de l'entreprise



Les entreprises réagissent globalement de manière proactive en s'adaptant aux nouvelles technologies et en modifiant les processus de travail internes.

L'Afrique met au point des moyens nouveaux et innovants de poursuivre les activités, même si les institutions financières n'aident pas facilement dans cette situation de crise. Lorsqu'on leur a demandé si elles avaient identifié / réagi à de nouvelles opportunités commerciales qui auraient pu être rendues possibles par la nouvelle situation, la majorité des entreprises ont répondu par l'affirmative; cette proportion augmentant considérablement avec la taille de l'entreprise.

Tableau 11: Avez-vous identifié/ réagi à de nouvelles opportunités commerciales qui aurait pu être possibles avec la nouvelle situation ?



Parmi les domaines spécifiques identifiés, et dans une proportion similaire selon la taille de l'entreprise, l'utilisation accrue de la technologie et la possibilité de faire des affaires à distance reviennent le plus souvent parmi les répondants (environ les deux tiers du total pour chacun), suivies par la vente en ligne ainsi que l'évolution vers de nouveaux produits liés au COVID-19 ou à des lignes de produits / services entièrement nouvelles.

Ce que les résultats signifient pour l'Afrique à l'avenir

La CEA a récemment publié ses prévisions de croissance pour l'Afrique, suggérant entre 1,8% et moins 2,6% pour le continent au cours de l'année à venir.¹

Les résultats de l'enquête de mi-avril, couvrant tous les pays africains, mettent en évidence les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises. Quatre entreprises sur cinq prévoient un impact direct sur leur chiffre d'affaires, les plus petites entreprises étant les plus durement touchées. Les préoccupations relatives aux flux de trésorerie occupent la première place dans l'esprit des propriétaires de petites entreprises, tandis que les grandes entreprises sont davantage préoccupées par les possibilités réduites de rencontrer des clients et le besoin de diversifier leurs offres de produits et de services. Les travailleurs sont directement touchés par la crise, en particulier, dans les petites entreprises, et souvent contraints de travailler à distance lorsqu'ils ne sont pas licenciés.

Le commerce a été touché et les entreprises qui dépendent de fournisseurs étrangers ont du mal à s'approvisionner. Les industries manufacturières rencontrent de plus grandes difficultés que les industries de services, dont la production est plus fragmentée et plus affectée par les barrières physiques résultant de la pandémie. Bien que les approvisionnements africains semblent plus facilement disponibles, ils semblent sous-utilisés, ce qui laisse entrevoir des possibilités de stimuler le commerce intra-régional.

¹ ECA (2020). COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies. Avril 2020



L'accès au crédit pendant COVID-19 s'est révélé difficile à atteindre pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, mais encore une fois, les petites entreprises ont été les plus durement touchées. Le crédit est principalement utilisé pour financer le fonds de roulement et entre un sur six et deux sur cinq seulement des demandes de soutien financier sont satisfaites par les institutions financières. Plus inquiétant, entre un tiers et deux tiers des demandes de prêt ne reçoivent même aucune réponse.

La déception exprimée par les répondants aux réponses du gouvernement a contraint les entreprises à prendre des initiatives. Un certain nombre de mesures efficaces ont été adoptées par les entreprises pour atténuer les effets de poursuivre leurs opérations dans ce nouvel environnement, telles que l'adoption de technologies, le travail à distance et l'utilisation du commerce électronique. Malgré cela, les entreprises souhaiteraient bénéficier de report du paiement des impôts, de fonds de roulement, de subventions des salaires, d'un accès à des prêts à faible taux d'intérêt ainsi qu'un soutien aux travailleurs du secteur informel ainsi qu'aux flux de trésorerie.

Le contenu de cette publication peut être librement cité ou réimprimé. Un accusé de réception est demandé. Veuillez citer ces résultats comme suit:

ECA & IEC (2020). Observations sur la réaction et les perspectives des entreprises africaines face au COVID-19. IEC: Île Maurice & ECA: Addis Ababa. 30 Avril

Avertissement

Nous nous efforçons de communiquer des informations exactes. Tout le contenu est destiné à des fins d'information uniquement et ne doit donc pas servir ou être considéré comme un conseil ou un service professionnel. En utilisant le contenu de cette version, vous convenez que vous resterez seul responsable de l'utilisation du contenu à votre seule discrétion et risque.

Les dénominations utilisées dans ce rapport et les éléments qui y sont présentés n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

© 2020 Economic Commission for Africa/International Economics Consulting Ltd., Tous droits réservés.



Centre Africain pour les Politiques Commerciales

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Menelik II Ave., P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia

Email: eca-atpc@un.org | www.uneca.org/atpc



International Economics Consulting Ltd

Suites 207-208 Grand Baie Business Park

Grand Baie 30510, Mauritius

Email: info@tradeeconomics.com | www.tradeeconomics.com